

# Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

*Date de la contribution : 04/07/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

Nous saluons les avancées relatives aux opérations de raccordement intelligent (ORI). Cependant, nous regrettons que les moyens déployés ne soient pas à la hauteur d'un objectif aussi nécessaire qu'ambitieux, l'optimisation des coûts et délais de raccordement, et ceci en dépit des capacités actuelles et potentielles du secteur.

Les ORI intègrent la notion de flexibilité de la convention de raccordement en vue d'augmenter ou de restreindre les injections et soutirage, selon le cas. En revanche, la flexibilité de la convention est conditionnée à un nombre limité mais indéterminé d'heures. Cette rédaction est dépourvue de la visibilité nécessaire afin de sécuriser et pérenniser les investissements liés aux nouvelles installations de production.

La flexibilité de la convention de raccordement devrait suivre une logique d'adéquation saisonnière, telle que confirmée par le Règlement (UE) 2019/941 du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité. Une flexibilité en cohérence avec l'adéquation saisonnière (été/hiver) permettrait d'augmenter les injections pendant la période hivernale de forte demande qui coïncide également avec la période de disponibilité du gisement éolien la plus forte.

Une telle solution permettrait non seulement de sécuriser les nouveaux investissements réalisables à court terme mais, surtout, d'optimiser le potentiel des infrastructures et d'assurer la sécurité du réseau tout en favorisant la pénétration des énergies renouvelables.

En outre, il est regrettable que seules les nouvelles demandes de raccordement exclues du S3REnR soient éligibles à des ORI, alors que l'objectif d'optimisation des délais et coût de raccordement est indissociable de la prise en compte des infrastructures existantes qui peuvent absorber davantage de production.

A ce propos, la présente révision de la décision sur les règles d'élaboration des procédures de traitement des demandes de raccordement aux réseaux publics de distribution s'avère une excellente opportunité pour prendre en compte le raccordement multi-producteurs issu du décret n° 2018-544 du 28 juin 2018. Ce mode de raccordement permet de réunir plusieurs installations de production d'électricité en aval d'un point unique d'accès au réseau. De nouvelles installations verront ainsi le jour au sein d'un parc de production existant grâce à la mutualisation des infrastructures existantes. Le résultat en termes d'optimisation des coûts et des délais de raccordement est sans pareil.

Dans un souci d'équité et d'optimisation, les conventions de raccordement des sites multi-producteurs devraient pouvoir intégrer le même principe de flexibilité, dans une logique de saisonnalité, comme il est proposé par les ORI. Ceci se traduirait par une optimisation remarquable des infrastructures existantes (y compris celles faisant partie du S3REnR), sans aucun coût ni délai supplémentaire pour le raccordement de nouveaux moyens de production. Il serait ainsi possible d'exploiter la totalité de la capacité disponible du point d'accès au réseau tout en assurant la sûreté et l'intégrité du réseau grâce à la flexibilité de la convention de raccordement. D'autres mesures telle que la mutualisation d'équipements de compensation de l'énergie réactive peuvent être envisagées, de manière complémentaire, afin de renforcer la sécurité du réseau.

En définitive, cet ajout potentiel de flexibilité (saisonnalité) dans les conventions de raccordement existantes permettrait, avec des risques d'expositions aux recours limités, d'augmenter significativement à court terme la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique français avec un coût marginal de raccordement nul. Ceci est parfaitement cohérent avec les objectifs français et européens en matière de politique énergétique, y compris la sécurité en approvisionnement.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 8 :** Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

**Question 9 :** Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

**Question 10 :** Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

**Question 11 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 12 :** Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

**Question 13 :** Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?